

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Daniel Boulmier : « Envoyez, c'est informé ! »... ou l'employeur, La Poste et la Cour de Kafkation (A propos de Cass. Soc., 10 juillet 2013, n° 12-14.080 P).

La loi dite *de sécurisation de l'emploi* et les prérogatives du Comité d'entreprise

Christophe Baumgarten : Que faut-il réellement craindre de la LSE ?

Yves Cormillot : La nouvelle mission de l'expert-comptable du comité d'entreprise sur l'examen des orientations stratégiques de l'entreprise : progrès ou duperie ?

JURISPRUDENCE

Voir notamment

Les restrictions législatives à l'exercice du droit de grève sont d'interprétation stricte.
Tribunal de grande instance de Bobigny 2 juillet 2013 – Stéphanie Baradel (p.750)

Salarié investi d'un mandat extérieur à l'entreprise : une violation persistante de la Constitution.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 mars 2013 – Note Thierry Durand (p.756)

Invention hors mission d'un salarié et juste prix : prise en compte d'éléments postérieurs à l'attribution patronale pour l'évaluation financière.
Cour de cassation (Ch. Com.) 9 juillet 2013 – Note Camille Dorignon (p.760)

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Procédure prud'homale par Daniel Boulmier.

Droit de la protection sociale (première partie) par Laure Camaji, Anne-Sophie Ginon, Frédéric Guiomard et Lola Isidro.



DÉCEMBRE 2013

Doctrine :

« Envoyez, c'est informé ! »... ou l'employeur, La Poste et la Cour de Kafkation (A propos de Cass. Soc., 10 juillet 2013, n° 12-14.080 P) par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences Institut régional du Travail, Université de Lorraine 734

CONTRAT DE TRAVAIL – Clause de non-concurrence – Rupture du contrat de travail – Renonciation patronale au bénéfice de la clause – Notification par lettre recommandée – Défaut d'acheminement – Incidence (non).

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 10 juillet 2013 738

LA LOI DITE DE SÉCURISATION DE L'EMPLOI ET LES PRÉROGATIVES DU COMITÉ D'ENTREPRISE

Que faut-il réellement craindre de la LSE ? par **Christophe Baumgarten**, Avocat au Barreau de Bobigny 739

La nouvelle mission de l'expert-comptable du comité d'entreprise sur l'examen des orientations stratégiques de l'entreprise : progrès ou duperie ? par **Yves Cormillot**, Expert auprès des comités d'entreprise 741

Document :

Note aux organisations CGT à propos du procès des dirigeants de l'UIMM 746

Jurisprudence :

CONSEIL DE PRUD'HOMMES – Bureau de conciliation – Attributions – Audience de mise en état – Charte de fonctionnement – Portée.

CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE GRASSE – Ordonnance du président et du vice-président 5 juin 2013 748

Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut Régional du Travail, Université de Lorraine 750

GREVE – Déclenchement – Secteur aérien (loi *Diard*) – Participation individuelle – Formalisme – Déclaration d'intention contresignée par le supérieur hiérarchique – A défaut, sanctions disciplinaires – Trouble manifestement illicite.

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE BOBIGNY (Ch. 1 Sect. 5 - Référé) 2 juillet 2013 750

Note **Stéphanie Baradel**, Avocate au Barreau de Lyon 753

PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Conseiller du salarié – Expiration de CDD – Action en requalification – Connaissance de l'existence du mandat par l'employeur – Preuve à la charge du salarié – Moment.

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 26 mars 2013 754

Note **Thierry Durand**, Conseiller prud'homme, Creil 755

RÉMUNÉRATION – Inventions de salariés – Invention hors mission attribuable – Revalorisation du juste prix dû par l'employeur – Conditions d'appréciation.

COUR DE CASSATION (Ch. Com.) 9 juillet 2013 758

Note **Camille Dorignon**, Juriste en propriété intellectuelle 759

Chroniques jurisprudentielles :

PROCÉDURE PRUD'HOMALE par Daniel Boulmier , Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine	761
RÉMUNÉRATION – À travail égal, salaire égal – Charge de la preuve – Éléments de fait – Preuve entre les mains de l'autre partie – Allégations : insuffisant – Production des justificatifs – Communication forcée – Nécessité – Abstention ou refus de communiquer – Office du juge (deux espèces).	
Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 12 juin 2013	761
Deuxième espèce : CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE PARIS (Encadr. – Départ.) 7 février 2013	762
Note	763
DELEGUES DU PERSONNEL – Atteinte aux libertés – Droit d'alerte – Discrimination – Activité syndicale – Mesures d'instruction – Autorité de la chose jugée (non) – Unicité d'instance (non) – Prescription.	
CONSEIL DES PRUD'HOMMES DE VERSAILLES (Ind. – Départ.) 14 mai 2013	766
Note	769
Réflexions complémentaires suscitées par une chronique récente du Président de la Chambre sociale de la Cour de cassation	771
DROIT DE LA PROTECTION SOCIALE (première partie) par Laure Camaji , Maître de conférences à l'Université Paris-Sud - IUT de Sceaux, Anne-Sophie Ginon , Frédéric Guiomard , Maîtres de conférences à l'Université de Paris-Ouest Nanterre - La Défense (IRERP EAC CNRS) et Lola Isidro , Doctorante à l'IRERP, Université Paris-Ouest Nanterre-la Défense	773
PRESTATIONS FAMILIALES – Bénéficiaires – Enfant mineur étranger résidant en France – Conditions – 1° Article L. 512-2 CSS – Conventiennalité au regard des art. 8 et 14 CEDH et de la Convention de New York sur les droits de l'enfant – Attestation d'entrée régulière – Disposition revêtant un caractère objectif – Disproportion (non) – 2° Production du certificat médical délivré par l'Office français de l'immigration et de l'intégration – Exception – Application d'un traité bilatéral.	
COUR DE CASSATION (Ass. Plén.) 5 avril 2013	773
Note Lola Isidro	774
PRESTATIONS FAMILIALES – Bénéficiaires – Documents visés par les art. L. 512-2 et D. 512-1 – 1° Conditions – 2° Titre de séjour – Portée – Caractère reconnaissant (non).	
COUR DE CASSATION (2° Ch. civ.) 23 mai 2013	779
Note Lola Isidro	779
ACCIDENT DU TRAVAIL – Faute inexcusable – Réparation – Étendue – Préjudices énumérés à l'article L. 452-3 CSS – Dommages non couverts – Détermination – 1° Assistance par une tierce personne après consolidation (non) – 2° Déficit fonctionnel temporaire pour la période antérieure à la consolidation (oui).	
COUR DE CASSATION (2° Ch. civ.) 20 juin 2013	782
Note Frédéric Guiomard	783

Connectez-vous au site du Droit Ouvrier, vous y trouverez de nombreux renseignements utiles :
articles en libre consultation, annonces de colloques et débats, etc.

<https://sites.google.com/site/droitouvrier>